

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 25/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

M.R.D.P.S.

Chemin du Bout de l'Ile
Zone Industrielle du Cognard
78840 Freneuse

Code AIOT : 0006509605

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2025 dans l'établissement M.R.D.P.S. implanté Chemin du Bout de l'Ile Zone Industrielle du Cognard 78840 Freneuse. L'inspection a été annoncée le 28/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection visait à contrôler certaines dispositions relatives:

- à la gestion et à la traçabilité des déchets;
- à la qualité des rejets d'eaux pluviales.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- M.R.D.P.S.
- Chemin du Bout de l'Ile Zone Industrielle du Cognard 78840 Freneuse
- Code AIOT : 0006509605
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société MRDPS est autorisée à exploiter une installation de tri/transit de déchets de métaux non dangereux en vue de leur récupération et de leur valorisation par des filières extérieures.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Traçabilité des déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 10/02/2020, article L. 541-7 I., R. 541-43, R. 541-45, AM du 21/12/2021 Art. 2	Demande d'action corrective	15 jours
4	Registre déchets	Arrêté Préfectoral du 03/03/2010, article 5.1.9 et 5.1.4	Demande d'action corrective	15 jours
5	Valeurs limites d'émission des eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 17/01/2017, article 4.3.10	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Ouvrage de traitement des eaux	Arrêté Préfectoral du 03/03/2010, article 4.3.2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Stockage de batteries	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12	Sans objet
3	Séparation des déchets	Arrêté Préfectoral du 03/03/2010, article 5.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection des installations classées a constaté une bonne gestion et séparation des déchets sur le site.

L'exploitant doit cependant procéder à certaines mises en conformité concernant ses ouvrages de traitement des eaux pluviales et la caractérisation de ses eaux pluviales en sortie de traitement.

Constats hors points de contrôle :

L'exploitant a informé l'Inspection des installations classées qu'il effectue des transferts transfrontaliers de déchets vers la Belgique et l'Angleterre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/02/2020, article L. 541-7 I., R. 541-43, R. 541-45,

AM du 21/12/2021 Art. 2
Thème(s) : Autre, Traçabilité des déchets dangereux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article L. 541-7 I.:</p> <p>Les personnes qui produisent, importent, exportent, traitent, collectent, transportent ou se livrent à des opérations de courtage ou de négoce des déchets tiennent à disposition de l'autorité administrative toutes informations concernant :</p> <p>1° La quantité, la nature et l'origine des déchets qu'elles produisent, remettent à un tiers ou prennent en charge ;</p> <p>2° La quantité de produits et de matières issus de la préparation en vue de la réutilisation, du recyclage ou d'autres opérations de valorisation de ces déchets ;</p> <p>3° Et, s'il y a lieu, la destination, la fréquence de collecte, le moyen de transport et le mode de traitement ou d'élimination envisagé pour ces déchets.</p> <p>Ces informations sont déclarées à l'autorité administrative pour :</p> <p>a) Les déchets dangereux ;</p> <p>b) Les déchets contenant des substances figurant sur la liste de l'annexe IV du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants, ou contaminés par certaines d'entre elles ;</p> <p>c) Les installations d'incinération et de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>d) Les installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet.</p> <p>Article R. 541-43:</p> <p>I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.</p> <p>[...]</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la</p>

valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

[...]

Article R. 541-45:

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".

Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.

Si la personne qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, elle en avise sans délai, en mentionnant dans le bordereau électronique le motif de refus, l'expéditeur initial dans le cas mentionné au troisième alinéa ci-dessus, l'émetteur du bordereau électronique ainsi que, le cas échéant, les autorités chargées de son contrôle, de celui de l'expéditeur initial et de celui de l'émetteur.

Si elle en accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial dans le cas prévu au troisième alinéa et l'émetteur, en mentionnant dans le bordereau électronique le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de leur réception. Si le traitement est réalisé après ce délai, elle met de nouveau à jour le bordereau électronique dès que le traitement a été effectué.

Si, dans le mois suivant la date prévue pour la réception des déchets, l'émetteur n'a pas reçu la mise à jour du bordereau attestant leur prise en charge, il en avise les autorités compétentes ainsi que, le cas échéant, l'expéditeur initial des déchets en cause.

L'ensemble des étapes d'émission et de mise à jour du bordereau électronique s'effectuent au moyen d'un télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Un récépissé de saisie est délivré au déclarant à chaque étape d'émission et de mise à jour.

[...]

Le récépissé de saisie est transmis par le déclarant à tout agent en charge du contrôle.

[...]

Arrêté ministériel du 21/12/2021 - Article 2:

I. Les données enregistrées dans le traitement prévu à l'article 1er sont celles prévues par les arrêtés du 29 juillet 2005 et du 21 décembre 2021 susvisés. Les données à caractère personnel enregistrées dans le traitement prévu à l'article 1er mentionnées sur les bordereaux de suivi de déchets électroniques sont les suivantes :

1° Nom et prénom, téléphone et adresse de messagerie électronique de la personne physique émettant du bordereau ;

2° Nom et prénom, téléphone et adresse de la personne à contacter auprès de l'installation de destination prévue ou d'entreposage ou de reconditionnement ;

3° Nom et prénom, téléphone et adresse de messagerie électronique de la personne à contacter auprès de l'entreprise de négoce ou de courtage en déchets, du collecteur, du transporteur ou des différents transporteurs en cas d'un transport multimodal ;

4° Nom et prénom du signataire représentant l'émetteur du bordereau, l'opérateur de traitement des déchets ou l'exploitant du site d'entreposage ou de reconditionnement ;

5° Nom et prénom, le téléphone et l'adresse courriel de la personne à contacter en cas d'expédition du déchet au sein de l'installation de destination en France ou à l'étranger ;

6° Nom et prénom, le téléphone et l'adresse courriel de la personne à contacter au sein de l'entreprise d'installation d'entreposage ou de reconditionnement ;

7° Nom et prénom, le téléphone et l'adresse courriel de la personne à contacter auprès de l'entreprise de transports après entreposage et reconditionnement du déchet ;

8° La raison sociale des entreprises individuelles des déclarants au bordereau lorsqu'elle comporte un nom et un prénom ;

9° toute adresse, lorsqu'elle se rapporte à l'une des données mentionnées aux points précédents.

II. Les données à caractère personnel enregistrées dans le traitement prévu à l'article 1er pour s'y authentifier afin d'émettre des bordereaux électroniques sont les suivantes : Nom, prénom, fonction, adresse de messagerie électronique, numéro de téléphone de l'utilisateur déclarant les informations au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets.

Constats :

L'exploitant présente à l'équipe d'inspection son compte Trackdéchets. L'équipe d'inspection constate que plusieurs bordereaux y figurent pour des eaux hydrocarburées (code 16 07 08*), les derniers en date étant les suivants :

- n°BSD-20250602-3NDH051HV du 02/06/2025 (6,82 tonnes) ;
- n°BSD-20240227-NN8381T4Q du 27/02/2024 (4,02 tonnes) ;
- n°BSD20230719-GZRE2XMZA du 10/10/2023 (18,36 tonnes) ;
- n°BSD-20231003-5D7YMFJMH du 10/10/2023 (4,86 tonnes).

L'équipe d'inspection contrôle par sondage le bordereau n°BSD-20250602-3NDH051HV du 02/06/2025. Elle constate :

- que l'émetteur du bordereau indiqué dans l'encadré 1.1 est la société DUBUC VIDANGE localisée à Vernon, dans le département de l'Eure ;
- que la société MRDPS est indiquée comme « point de collecte/chantier » dans l'encadré 1.2 ;
- que la société DUBUC VIDANGE est indiquée :
 - comme installation de destination du déchet dans l'encadré 2. ;
 - comme collecteur-transporteur dans l'encadré 8. ;
- que la société MRDPS est indiquée comme « autre intermédiaire » dans l'encadré 7. ;
- que le code traitement indiqué dans l'encadré 11. est le R12 (échange de déchets en vue de les soumettre à l'une des opérations numérotées R1 à R11) ;
- que la destination prévue indiquée dans l'encadré 12. est la société SONOLUB localisée à Saint-Aubin-les-Elbeuf en Seine-Maritime ;
- que le traitement final prévu est codifié R3 (recyclage ou récupération des substances organiques qui ne sont pas utilisées comme solvants) ;
- que le bordereau est considéré comme « traité » par l'application, et donc complété. Cependant, la signature de l'exploitant n'apparaît nulle part. En effet, celui-ci est considéré dans le bordereau comme point de collecte et non comme producteur.

L'exploitant indique par ailleurs à l'équipe d'inspection que c'est la société DUBUC VIDANGE qui a généré et intégralement complété les bordereaux.

Dans le cadre du présent rapport, il est rappelé à l'exploitant les dispositions suivantes du code de l'environnement :

- art. L. 541-1-1 : « *Producteur de déchets : toute personne dont l'activité produit des déchets (producteur initial de déchets) ou toute personne qui effectue des opérations de traitement des*

déchets conduisant à un changement de la nature ou de la composition de ces déchets (producteur subséquent de déchets) » ;

- art. R. 541-45 : « Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. »

- art. L. 541-2 : « Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. [...] »

La société MRDPS est bien productrice des déchets d'eaux hydrocarburées, son activité générant indirectement ces déchets.

Lors de l'inspection, l'équipe d'inspection appelle par ailleurs l'exploitant à la vigilance et à vérifier régulièrement son compte Trackdéchets afin de s'assurer qu'il n'est pas impliqué dans des bordereaux de suivi de déchets qui ne le concernent pas ou qui ne sont pas conformes à la réalité.

L'équipe d'inspection questionne l'exploitant sur les autres types de déchets dangereux que ses activités sont susceptibles de produire ou de collecter. L'exploitant indique que son cœur de métier est la récupération et le tri de métaux pour les envoyer en valorisation. Il précise cependant qu'il peut arriver très rarement que les lots qui arrivent sur le site contiennent des déchets d'équipements électriques ou électroniques (ex : batteries).

L'exploitant indique :

- recevoir des bateaux de temps à autres, à fréquence variable. Il précise ne pas en avoir reçu depuis plus de 3 mois ;
- que lorsque des bateaux arrivent sur site :
 - il s'agit le plus souvent de barges et assez rarement de péniches ;
 - ils sont déjà dépollués : il n'y a plus d'amiante, plus de peinture au plomb. Il peut cependant rester des fluides ;
 - il peut arriver qu'il reste des éléments non métalliques (ex : cabines d'habitation) ;
 - ils ont souvent été pillés : il n'y a plus de moteur, plus de batterie s'il y en avait, il reste les murs et une certaine part de DIB.

Non-conformité n°20250605-NC-01 : L'équipe d'inspection constate que l'exploitant n'est pas à l'origine de la génération des bordereaux de suivi de déchets figurant dans son compte Trackdéchets et ne figure pas sur les bordereaux de suivi de déchets comme « producteur » des déchets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous un délai de quinze jours, rectifier sa pratique en générant lui-même les bordereaux de suivi de déchets dangereux sur Trackdéchets et en s'indiquant comme « producteur » du déchet dans l'encadré 1.1. Il doit s'assurer, dans ce même délai, que la société DUBUC VIDANGE ne crée pas de bordereau à sa place, mais complète bien les bordereaux créés par la société MRDPS. La société DUBUC VIDANGE doit figurer dans le bordereau en tant que collecteur / transporteur et intermédiaire, étant donné qu'elle réalise une opération de traitement codifiée R12.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Stockage de batteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12
Thème(s) : Autre, Stockage de batteries
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2712 ou 2718 sont soumises aux dispositions suivantes.</p> <p>Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, étanches, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.</p> <p>Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du caractère dangereux des batteries. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant montre à l'équipe d'inspection, sur site, le bac étanche gris destiné à accueillir les déchets d'équipements électroniques (DEEE) lorsque des déchets de cette nature arrivent fortuitement sur le site. Il indique que lorsque la caisse est remplie, elle est évacuée sous une à deux semaines au maximum. Il rappelle à l'équipe d'inspection que ce n'est pas son cœur d'activité. Il indique qu'il n'y a pas de DEEE sur site au moment de l'inspection.</p> <p>L'Inspection des installations classées ne relève pas de non-conformité à la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Séparation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2010, article 5.1.2
Thème(s) : Autre, Séparation des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fait faire le tour du site à l'équipe d'inspection. L'équipe d'inspection constate la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un tas de ferrailles prêt à être cisailé ; - d'îlots de stockage dont l'un ne contient que des bouteilles de gaz. L'exploitant indique que celles-ci arrivent vides : les fournisseurs les trouvent dans un état tel qu'elles ne peuvent plus être

ravitaillées en gaz. Elles doivent donc être détruites ;

- d'une caisse comprenant des bouteilles de protoxyde d'azote. L'exploitant indique qu'il a fait l'acquisition d'une machine de broyage spécifique pour les corps creux, afin que ceux-ci soient broyés doucement au cas où il resterait du gaz. Il indique cependant que ces bouteilles arrivent percées ;
- de pièces stockées dans le bâtiment dont l'exploitant indique qu'elles proviennent d'avions et qu'elles arrivent en bennes ;
- de petites pièces métalliques triées dans des caisses ;
- de big bags contenant des films radio, qui contiennent de l'argent ;
- d'une zone dont l'exploitant indique qu'elle est réservée au « platinage » (matières métalliques légères) afin de l'isoler car ce type de déchets ne répond pas au cahier des charges des filières de valorisation de ferrailles ;
- d'une zone sur laquelle sont accumulés des rails de chemin de fer ;
- d'un IBC contenant des huiles usagées placé sur rétention.

L'exploitant indique par ailleurs que lorsqu'il reçoit des éléments contenant du plastique, les matières plastiques sont rassemblées autant que possible dans une benne ou une caisse dédiée.

L'équipe d'inspection constate donc que les déchets sont correctement séparés sur site de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

L'Inspection des installations classées ne relève pas de non-conformité à la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Registre déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2010, article 5.1.9 et 5.1.4

Thème(s) : Autre, Registre déchets

Prescription contrôlée :

Article 5.1.4: Déchets transitant dans l'installation:

Les seuls déchets autorisés à transiter dans l'établissement sont les suivants :

Nature du déchet	Quantité maximale présente sur le site (en tonnes)	Quantité maximale admise (en tonnes /an)	Filière de traitement (hors site)
Métaux ferreux	10 000	3500	Valorisation matière
Métaux ferreux non ferreux	800		

Les véhicules hors d'usage ainsi que les déchets d'équipements électriques et électroniques ne sont pas admis sur le site.

Article 5.1.9: Registres déchets:

Registres d'admission

L'exploitant tient à jour, conformément à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, un registre des

déchets non dangereux reçus sur le site comportant pour chaque chargement présenté à l'entrée des installations les renseignements suivants:

- la nature, la quantité et l'origine des déchets;
- le mode de traitement réalisé;
- la date de réception;
- la date à laquelle la fin du traitement est constatée ou à défaut la durée moyenne entre l'admission des déchets et leur traitement.

Ce registre est tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées; il est conservé sur le site au moins cinq ans.

Registre de refus

L'exploitant est tenu de refuser l'admission des déchets qui ne remplissent pas les critères et conditions d'admission fixés dans le présent arrêté. Tout refus d'admission est immédiatement porté à la connaissance du producteur ou détenteur des déchets.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'Inspection des installations classées, un registre des refus où il consigne, pour chaque chargement refusé, les informations suivantes:

- le code déchet au regard de la nomenclature des déchets en vigueur,
- les raisons du refus d'admission,
- les quantités et les caractéristiques des déchets refusés,
- le lieu de provenance et l'identité du producteur,
- les coordonnées du collecteur, le cas échéant,
- la date et l'heure du refus,
- l'identité du transporteur,
- l'immatriculation du véhicule.

Constats :

Concernant le registre de refus, l'exploitant indique :

- qu'il est très rare qu'il refuse des matières, que cela a peut-être dû lui arriver une fois ;
- que lorsqu'un fournisseur n'est pas sérieux, qu'il fournit des matières qui ne correspondent pas à ce que l'exploitant recherche (ex : platinage), il ne poursuit pas la collaboration. En effet, cela a par ailleurs un impact sur le coût de reprise des matières métalliques par les filières de valorisation.

Ce refus n'a cependant pas été consigné pour mémoire. L'équipe d'inspection indique à l'exploitant que ce registre, même s'il contient peu de références, permet de le protéger si des recherches étaient menées, par exemple, suite à un dépôt sauvage.

Concernant le registre d'admission, l'exploitant indique que :

- concernant les entrées :
 - chaque client donne son ticket de pesée à la bascule et qu'un second contrôle est effectué en interne ;
 - le logiciel de pesée est relié à un serveur ;
- concernant les sorties : qu'il reçoit un relevé avec les poids des matières réceptionnées par les filières de valorisation et le prix de reprise.

L'exploitant présente à l'équipe d'inspection son registre d'admission sur l'année 2024. Celui-ci comprend les informations suivantes :

- le numéro de pesée ;
- la date et l'heure d'entrée ;

<ul style="list-style-type: none"> - la masse brute en kg ; - la tare en kg ; - la masse nette en kg ; - le numéro d'immatriculation du véhicule ; - le libellé « client » (nom de la société) ; - la quantité de produits ; - le libellé « produit ». <p>L'équipe d'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le mode de traitement ne figure pas dans le registre ; - quelques déchets ne correspondent pas à ce que l'exploitant est habilité à recevoir (ex : 13 tonnes de terre inerte, 1 tracteur, 24 tonnes de bois, 9 tonnes de gravats...). <p>Non-conformité n°20250605-NC-02 : L'Inspection des installations classées relève les non-conformités suivantes à l'article 5.1.9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°10.065/DRE du 03/03/2010 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le registre d'admission des déchets ne contient pas tous les éléments requis par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°10.065/DRE du 03/03/2010 ; - l'exploitant ne tient pas de registre de refus. <p>Non-conformité n°20250605-NC-03 : L'Inspection des installations classées relève la non-conformité suivante à l'article 5.1.4 de l'arrêté préfectoral n°10.065/DRE du 03/03/2010, modifié par arrêté préfectoral n°2017-40857 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'exploitant réceptionne des déchets qu'il n'est pas autorisé à réceptionner.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous un délai de 15 jours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - modifier son registre d'admission de façon à ce qu'il intègre l'ensemble des champs requis par son arrêté préfectoral d'autorisation ; - justifier auprès de l'Inspection des installations classées des déchets non conformes réceptionnés sur son site. <p>Il doit par ailleurs, sans délai, se limiter à réceptionner les déchets listés à l'article 5.1.4 de l'arrêté préfectoral n°10.065/DRE du 03/03/2010, modifié par arrêté préfectoral n°2017-40857.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Valeurs limites d'émission des eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2017, article 4.3.10
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux pluviales susceptibles d'être polluées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées dans le milieu récepteur considéré, après leur épuration et avant tout mélange, les valeurs limites en</p>

concentration ci-dessous définies.

pH: entre 5,5 et 8,5

DCO: 50 mg/L

MEST: 30 mg/L

Hydrocarbures totaux: 5 mg/L

Chrome total (Cr): 0,1 mg/L

Cuivre (Cu): 0,5 mg/L

Nickel (Ni): 0,5 mg/L

Etain (Sn): 2 mg/L

Plomb et ses composés (Pb): 0,5 mg/L

Zinc et ses composés (Zn): 2 mg/L

Fer et ses composés (Fe): 5 mg/L

Aluminium et ses composés (Al): 5 mg/L

Plomb: 0,1 mg/L

Périodicité de mesure annuelle

[...]

Constats :

L'équipe d'inspection demande à visualiser le séparateur d'hydrocarbures du réseau d'eaux pluviales du site. L'exploitant l'y conduit et indique :

- que le séparateur d'hydrocarbures est positionné en surface et précédé par trois ouvrages de décantation artisanaux qui permettent de pré-traiter les eaux et un bassin tampon de 240 m³ ;
- que les eaux sont relevées par des pompes reliées à des flotteurs ;
- que le fonctionnement du séparateur d'hydrocarbures est contrôlé régulièrement par la société DUBUC ;
- que toute l'installation est vidée et nettoyée une fois par an ;
- qu'à l'occasion de chaque vidange sont émis une facture, un ticket de pesée et un bordereau de suivi de déchets (BSD).

L'exploitant présente à l'équipe d'inspection la facture n°202412086 émise par la société DUBUC VIDANGE et datée du 23/12/2024. Cette facture mentionne :

- que l'intervention a été effectuée le 09/12/2024 ;
- un déplacement « hydrocureur + semi » ;
- la vidange et le nettoyage du séparateur et du bassin ;
- le travail sur place ;
- la gestion des déchets avec le numéro du bordereau associé.

La facture ne mentionne cependant pas le contrôle du bon fonctionnement et du bon état de l'équipement (étanchéité, corrosion, fonctionnement du flotteur...).

Par ailleurs, les analyses des eaux rejetées n'étant pas conformes à la réglementation applicable, elles ne permettent pas de donner d'indication sur le bon fonctionnement du système de traitement.

Il est enfin à noter que l'équipe d'inspection se questionne sur la bonne étanchéité du système de pré-traitement artisanal mis en place par l'exploitant.

Non-conformité n°20250605-NC-04 : L'exploitant n'est pas en mesure de démontrer qu'il fait procéder à la vérification du système de traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier à l'Inspection des installations classées, sous un délai de deux mois, de la vérification du bon fonctionnement de son système de traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et de l'étanchéité de son système de prétraitement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Ouvrage de traitement des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2010, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrage de traitement des eaux
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales issues des zones d'exploitation dont les sols sont susceptibles d'être polluées sont traitées avant rejet au moyen d'un décanteur / déshuileur. Ce dispositif fait l'objet a minima d'une vérification annuelle.
Constats : L'exploitant présente à l'équipe d'inspection deux bordereaux d'analyses établis par le laboratoire WESSLING : - le premier, daté du 06/03/2024 et référencé n°UPA24-009687-1, consiste en une analyse des paramètres perfluoroalkylsulfonés (PFAS) dans un échantillon d'eaux de rejet prélevé le 22/02/2024 ; - le second, daté du 10/10/2023 et référencé UPA23-042691-1, consiste en une analyse des eaux du bassin de rétention situé en amont du séparateur d'hydrocarbures. L'échantillon a été prélevé le 27/09/2023. L'exploitant indique ne pas avoir réalisé d'autres analyses depuis 2023. L'équipe d'inspection constate, dans le bordereau d'analyse de 2023, que : - les paramètres suivants ont été analysés : pH, température, Indice hydrocarbures C10-C40, demande chimique en oxygène (DCO), matières en suspension (MES), Al, Cr, Fe, Ni, Cu, Zn, Cd, Sn, Pb ; - l'ensemble des résultats d'analyses est inférieur aux limites de quantification, à l'exception de ceux concernant les paramètres Al (43 µg/L), Fe (0,41 mg/L), Zn (52 µg/L), DCO (50 mg/L) et MES (3,4 mg/L) ; - les valeurs limites d'émission de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°10.065/DRE du 03/03/2010 ne sont pas dépassées ; - le pH de l'échantillon est de 7,9. L'exploitant indique prélever lui-même l'échantillon d'eau à faire analyser et le mettre au

congélateur avant expédition. Or, l'équipe d'inspection rappelle à l'exploitant que les mesures dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) doivent être réalisées par un laboratoire disposant, pour les paramètres concernés, de l'agrément du ministère chargé de l'environnement conformément à l'arrêté du 26 juin 2023 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques (cf. avis du 16 mai 2025 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement).

Non-conformité n°20250605-NC-05 : L'exploitant ne fait pas réaliser les prélèvements d'eau pluviales conformément à la réglementation en vigueur. De fait, il n'est pas en mesure de démontrer la conformité effective de ses rejets aqueux aux valeurs limites d'émission applicables. Par ailleurs, les échantillons ne sont pas prélevés après leur épuration.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit faire réaliser les prélèvements et analyses de ses rejets d'eaux pluviales conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°10.065/DRE du 03/03/2010 et de l'avis du 16 mai 2025 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement.

Il doit notamment faire procéder au prélèvement et à l'analyse de ses rejets aqueux par un laboratoire agréé selon les méthodes normalisées de référence pour l'échantillonnage et l'analyse des rejets aqueux prévues au 3. de l'avis précité, sous un délai de deux mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois